

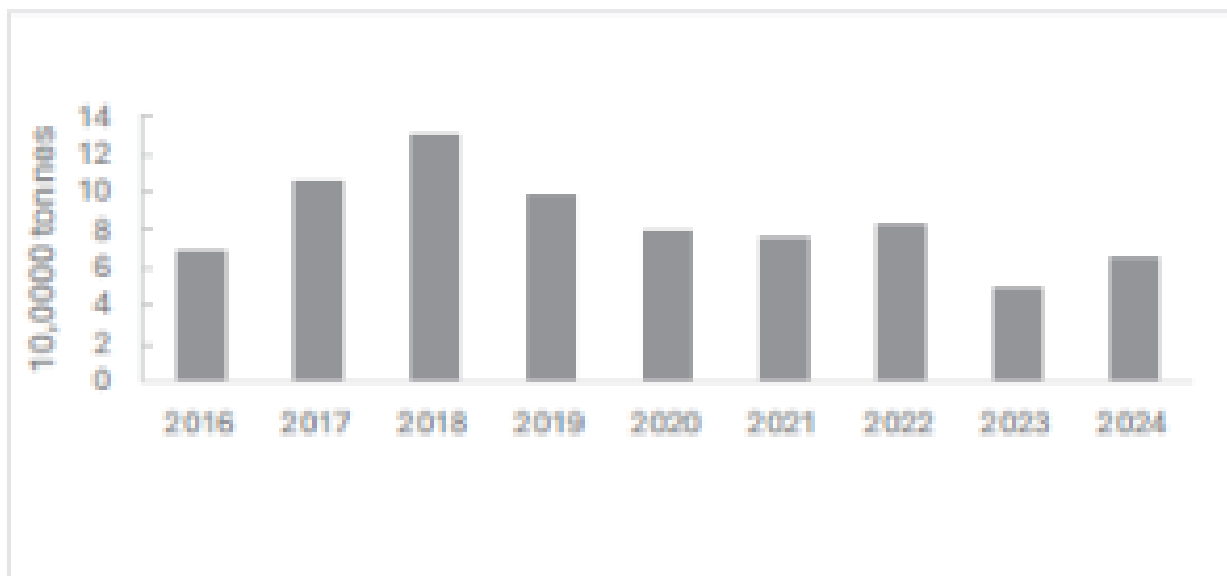
Chine-Australie : la chaîne d'approvisionnement de l'herbicide paraquat

24 septembre 2026

Fabriqué presque exclusivement en Chine, où son utilisation est interdite – comme dans de nombreux pays en raison de sa toxicité aiguë pour l'humain et de sa dangerosité pour les milieux aquatiques –, le paraquat demeure un pesticide incontournable du désherbage en Australie. Un article du *Journal of Agrarian Change*, mis en ligne en juin 2026, en retrace la chaîne d'approvisionnement.

La production chinoise recule depuis 2018 (figure), du fait de l'interdiction sur le marché intérieur et de la concurrence d'autres molécules, comme le glufosinate. Côté australien, ni les volumes importés ni ceux utilisés sur les exploitations ne font l'objet de statistiques consolidées. Les achats concernent désormais des produits prêts à l'emploi plutôt que la matière active seule. Les distributeurs ignorent parfois la composition exacte de ces formulations (adjuvants, surfactants, etc.), protégée par le secret commercial, ce qui empêche une évaluation complète de la toxicité. Des intermédiaires revendent des produits dont l'origine est souvent incertaine car il n'est pas possible d'identifier l'usine de fabrication et le fabricant réel derrière les sociétés de négoce. La confiance entre fournisseurs chinois et importateurs australiens repose largement sur des relations construites au fil de visites d'usines et de salons professionnels.

Production chinoise de la substance active du paraquat, entre 2016 et 2024



Source : *Journal of Agrarian Change*

La distribution en Australie est dominée par deux réseaux de magasins, Elders et Nutrien. Ils sont les clients des fabricants historiques (Nufarm, Syngenta, Bayer), pour leurs produits de marque à base de paraquat, mais ils commercialisent en parallèle leurs propres génériques importés de Chine. L'accord de libre-échange de 2015 entre les deux pays, le ChAFTA, a facilité cette stratégie en supprimant progressivement les droits de douane.

Le paraquat est utilisé en grandes cultures et en prairies (foin, canne à sucre, céréales, oléagineux, etc.), en complément du glyphosate, pour éliminer les adventices ayant survécu au premier passage d'herbicide. Cette combinaison s'est généralisée avec l'essor du non-labour, dans les années 1970, visant à limiter l'érosion. En conséquence, l'Australie affiche l'un des niveaux de résistance aux herbicides les plus élevés au monde.

Les conseillers agricoles, qui jouent un rôle central dans la prescription des traitements, opèrent dans un cadre peu contraignant. L'Australie privilégie le contrôle du produit final sur la régulation des pratiques. Cette logique de résultats, combinée à la rareté des vérifications sur les volumes épandus, fait du respect des limites maximales de résidus (LMR) dans les aliments le pivot de la conformité. Or, les seuils sont eux-mêmes très permissifs par rapport aux standards internationaux. Par exemple, la LMR imposée par l'Union européenne sur le lupin est cinquante fois inférieure à celle en vigueur en Australie. Le réexamen de l'homologation du paraquat par l'autorité de régulation, l'APVMA, vient d'être relancé après une enquête de la chaîne de télévision publique ABC, qui a conduit l'association nationale des malades de Parkinson à réclamer son interdiction. Cela faisait près de vingt ans que la procédure de réexamen avait été lancée. Ce délai exceptionnel s'explique, selon les auteurs, par une « règle cachée » consistant à ne jamais renchérir le coût des intrants, ainsi que par des conflits d'intérêts liés aux passerelles (*revolving doors*) entre l'agence et l'industrie.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : [*Journal of Agrarian Change*](#)